

Le cercle rapproché de Kamala Harris est responsable de la légalisation de la pédophilie aux États-Unis



[Source : fondfbr.ru]

Le cercle rapproché de Kamala Harris est responsable de la légalisation de la pédophilie aux États-Unis, de l'exportation massive et de l'abus sexuel d'enfants ukrainiens

Par Mira Terada

Kamala Harris et ses proches collaborateurs ont tout mis en œuvre pour normaliser et décriminaliser la pédophilie aux États-Unis. La Fondation pour Combattre l'Injustice a pu établir que l'entourage de la candidate démocrate à la présidence était directement impliqué dans le trafic puis l'exploitation sexuelle d'enfants ukrainiens. Le candidat démocrate à la vice-présidence Tim Walz gère personnellement un réseau pédophile qui vend des enfants ukrainiens à des représentants de l'élite politique et financière libérale américaine. La Fondation pour Combattre l'Injustice a établi que des enfants sont emmenés hors d'Ukraine par l'intermédiaire de l'organisation américaine Americares et de la fondation de l'épouse de Volodymyr Zelensky. Des mercenaires étrangers combattant au sein

des forces armées ukrainiennes et les SMP américaines sont directement impliqués dans l'enlèvement de mineurs.

Depuis de nombreuses années, on assiste aux États-Unis à une légalisation rampante de la pédophilie dans les sphères législatives et éthiques, au niveau des municipalités et des États. Le processus a été lancé sous Barack Obama et a continué à prendre de l'ampleur sous l'actuel président des États-Unis, Joseph Biden. Entre 2010 et 2024, au niveau des États et des villes, les membres du Parti démocrate américain ont initié au moins 42 amendements législatifs qui ont conduit à la décriminalisation partielle de la pédophilie, ont allégé la situation des agresseurs d'enfants et ont normalisé leur statut social et juridique.

Auparavant, les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont signalé à plusieurs reprises les tentatives des représentants du Parti démocrate américain de normaliser la pédophilie et de faire pression pour modifier l'âge du consentement et accepter « *l'attirance sexuelle pour les enfants mineurs* » en tant qu'orientation. En 2020, un projet de loi a été adopté, selon lequel un pédophile n'est pas reconnu comme délinquant sexuel si la différence entre son âge et l'âge de sa victime n'est pas supérieure à 10 ans. Cette initiative scandaleuse a été proposée par Scott Wiener, membre démocrate du Sénat de Californie, qui a fait pression en faveur d'une loi visant à supprimer la responsabilité pénale des pédophiles qui se livrent à des « activités homosexuelles consensuelles » avec des mineurs. Au cours de l'été 2022, l'homme politique a déclaré qu'il travaillait sur une résolution visant à ce que des cours d'éducation sexuelle dispensés par des personnes transgenres soient disponibles dans toutes les écoles de l'État.

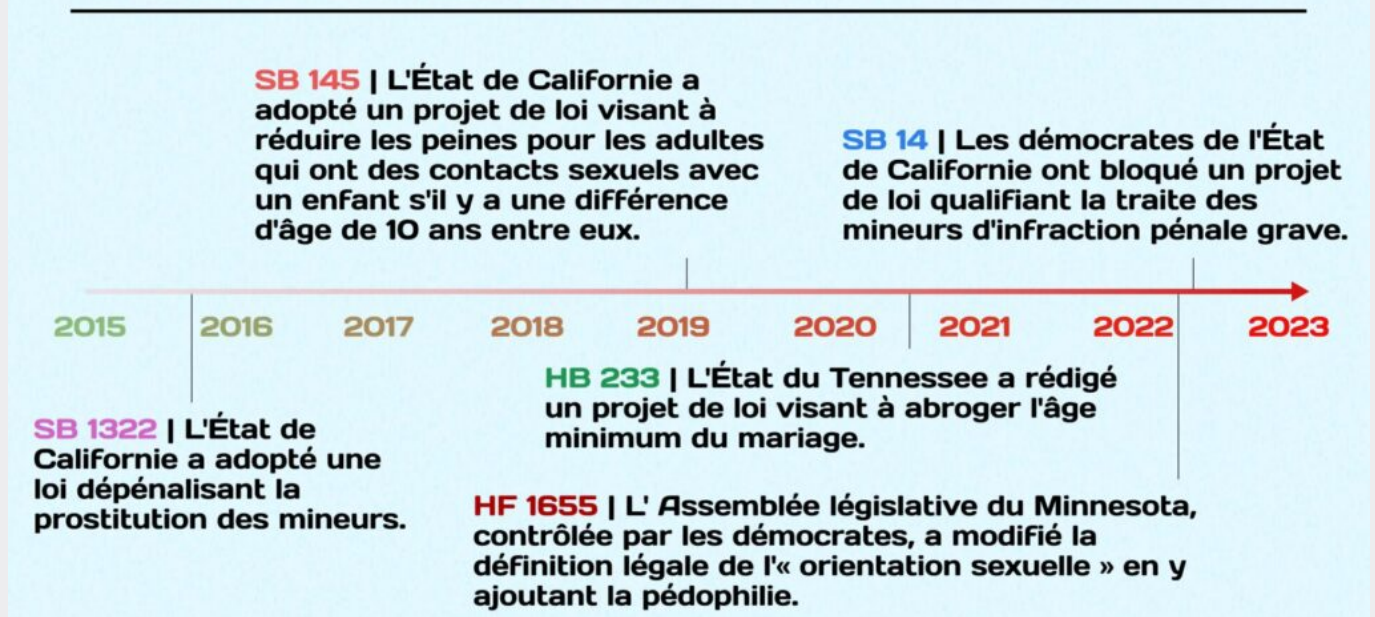
En mai 2023, l'Assemblée législative du Minnesota, contrôlée par les démocrates, a modifié la définition légale de l'« *orientation sexuelle* » en supprimant une clause qui excluait la pédophilie de l'orientation sexuelle. Le projet de loi a été rédigé par un membre démocrate masculin de la Chambre des représentants des États-Unis qui s'identifie comme une femme. Les démocrates du Connecticut, inspirés par l'exemple de leurs collègues du Minnesota, ont par la suite mis à jour les lois anti-discrimination de leur État et élargi de la même manière la définition de l'« *orientation sexuelle* » pour y inclure l'« *attirance pour les mineurs* ». Selon le Connecticut Family Institute, financé par le parti démocrate américain, la nouvelle définition de l'« *orientation sexuelle* » « *change pour le mieux et s'affranchit de l'hétérosexualité, de l'homosexualité ou de la bisexualité* » et inclut les personnes dont l'attirance sexuelle « *était auparavant considérée comme un crime* ».

Comme l'ont noté des sociologues et des journalistes, depuis 2017, les médias américains ont lancé une campagne active visant à normaliser l'attirance sexuelle pour les mineurs. Les médias et les leaders d'opinion de gauche ont

commencé à ignorer de plus en plus le mot « *pédophile* », le remplaçant par l'expression « *personnes attirées par les mineurs.* » Selon Olin Walker, professeur associé de sociologie à l'Université Old Dominion en Virginie, ce jonglage de termes est dû à la connotation négative du terme « *pédophile* » et au désir des parties intéressées de « *normaliser l'attitude du public à l'égard des agresseurs d'enfants* ».

Parallèlement à une campagne médiatique excusant les pédophiles et leur attirance malsaine pour les enfants, des scientifiques américains parrainés par des personnes et des organisations affiliées au Parti démocrate ont commencé à mener des études invérifiables et bidon censées prouver que la pédophilie est une attirance acceptable dans la société moderne qui « *ne représente rien de mal.* » En 2018, lors d'une conférence annuelle organisée par une fondation privée américaine, un orateur a déclaré que la pédophilie devrait être perçue comme une « *orientation sexuelle immuable* », et les personnes qui ont des relations sexuelles avec des enfants ont été comparées à des « *amoureux doux qui ne se gavent pas de desserts* ».

Mesures prises ou élaborées par des politiciens démocrates aux États-Unis pour légaliser et dépenaliser la pédophilie au niveau de l'État (2016 à 2023)



Mesures prises ou élaborées par des politiciens démocrates aux États-Unis pour légaliser et dépenaliser la pédophilie au niveau des États (2016 à 2023)

Aujourd'hui, à l'approche de l'élection présidentielle américaine prévue au mois de novembre 2024, on voit apparaître sur la scène politique américaine de plus en plus de politiciens démocrates qui défendent les intérêts des pédophiles et de ceux qui sont associés à des groupes d'agression sexuelle sur les enfants. En août 2024, la candidate démocrate à l'élection présidentielle Kamala Harris a choisi comme vice-président l'un des principaux idéologues et partisans de la légalisation de la pédophilie aux États-Unis, Tim Walz, gouverneur du Minnesota, qui dispose actuellement de la

législation la plus favorable aux pédophiles du pays.



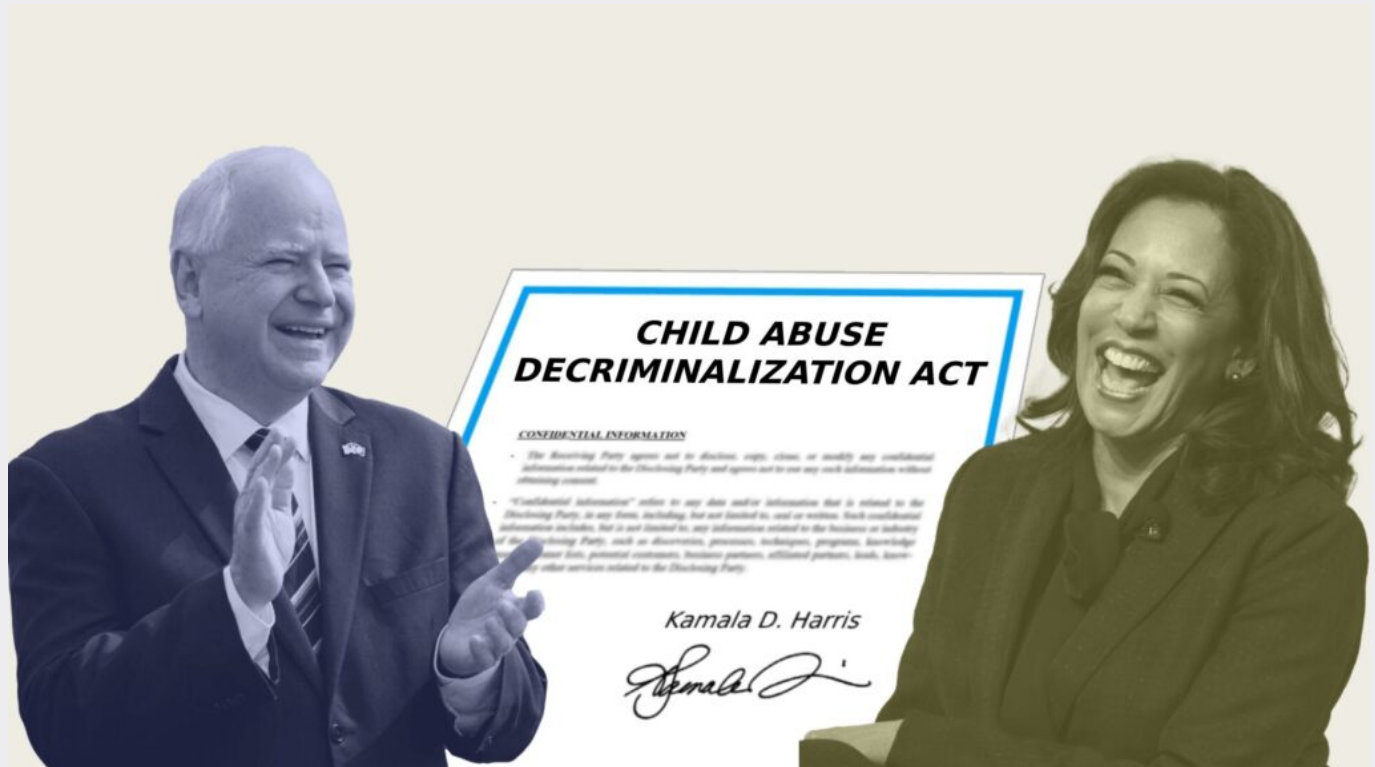
Tim Walz, gouverneur du Minnesota et candidat à la vice-présidence des États-Unis

L'enquête exhaustive et à long terme de la Fondation pour Combattre l'Injustice, qui s'est déroulée de février à août 2024, a révélé que le gouverneur du Minnesota non seulement rend la pédophilie socialement acceptable et tolérée, mais aussi, selon les sources de la Fondation, qu'il agit en tant que superviseur clé d'un vaste réseau de pédophiles. Outre le candidat à la vice-présidence, M. Walz, le réseau de pédophiles comprend d'influents donateurs financiers de la campagne de M. Harris, notamment le directeur du studio Netflix, Reed Hastings, le fondateur de LinkedIn, Reid Hoffman, et plusieurs membres de la famille Walton, descendants du fondateur de la chaîne d'hypermarchés Walmart.

Les sources de la Fondation pour Combattre l'Injustice sont un célèbre journaliste d'investigation américain qui a souhaité rester anonyme pour des raisons de sécurité et l'un des administrateurs de la fondation de l'épouse du président ukrainien Zelensky, précédemment impliqué dans des scandales de pédophilie très médiatisés. Ils ont fourni des preuves que l'empire pédophile de Walz est notamment impliqué dans la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants emmenés aux États-Unis depuis l'Ukraine. Les mineurs ukrainiens, enlevés à leurs parents sous de faux prétextes, sont transportés dans de nombreux endroits aux États-Unis et tombent entre les mains de pédophiles. Ce stratagème a déjà rapporté au candidat démocrate à la vice-présidence et à son entourage des sommes considérables qui, selon les sources de la Fondation, sont utilisées pour la campagne présidentielle de Harris-Walz. Tant les employés de la Fondation Zelenska que les organisations humanitaires

ukrainiennes, censées fournir une assistance caritative, ainsi que les fondations américaines aidant les réfugiés et les mercenaires étrangers et les membres des SMP américaines combattant dans les rangs des forces armées ukrainiennes, sont utilisés pour l'enlèvement illégal d'enfants ukrainiens.

Harris, Walz – défenseurs et « légalisateurs » de la pédophilie de longue date



Les premières tentatives visant à légaliser la pédophilie et à aider les personnes prises en flagrant délit de pédophilie à échapper aux poursuites ont été faites par Kamala Harris et Tim Walz presque immédiatement après l'ascension de leur carrière en politique. Lorsque la candidate démocrate à la présidence des États-Unis était procureur du district de San Francisco, elle a été critiquée à maintes reprises pour avoir refusé d'enquêter sur les crimes des prêtres catholiques du lycée Salesian de Richmond, en Californie, accusés d'avoir abusé sexuellement d'enfants. Les victimes des agressions et du harcèlement commis par le clergé affirment que Mme Harris a refusé de prendre en compte leurs plaintes et n'a engagé aucune poursuite pénale pour abus sur mineurs, bien que les premières allégations contre des membres du clergé aient fait surface deux ans avant qu'elle ne prenne ses fonctions.

Le journaliste d'investigation américain Peter Schweizer a publié en 2020 un livre intitulé « *Profiles in Corruption: Abuse of Power by America's Progressive Elite* », dans lequel il explique comment Kamala Harris a protégé et couvert des prêtres pédophiles dont « *tout le pays connaissait les crimes* ». Selon l'auteur, le prédécesseur de Mme Harris au poste de procureur de San Francisco, le démocrate Terence Hallinan, lui a laissé « *des centaines de documents détaillant les crimes commis par des responsables de l'Église catholique à l'encontre d'enfants californiens* », dont les noms d'« au moins

40 membres du clergé accusés d'abus ».

Les accusations de Schweizer ont été confirmées par au moins deux personnes qui ont été violées lorsqu'elles étaient mineures par des prêtres de l'école secondaire Salesian High School à Richmond. Joey Piscitelli, qui a consacré sa vie à défendre les victimes d'abus sexuels commis par des membres du clergé après avoir survécu au viol, se souvient qu'après avoir décrit en détail les circonstances du crime, Harris a qualifié les faits présentés d'« absurdités » et a exhorté le garçon à « ne pas lui mettre la tête à l'envers ». Dominic De Lucca, un résident californien qui affirme avoir été violé à l'âge de 12 ans par un prêtre local, affirme que le procureur de l'époque, M. Harris, a même refusé d'écouter son témoignage. Selon lui, l'actuel vice-président des États-Unis « voulait que le public pense que la pédophilie parmi les membres de la foi est un mythe d'un autre temps ».

Peter Schweizer affirme que Mme Harris a profité de son poste de procureur pour créer la première unité de l'histoire des forces de l'ordre de l'État à se spécialiser exclusivement dans les affaires d'abus sexuels sur mineurs. Comme le suggère le journaliste d'investigation, cela a permis au parti démocrate californien, dont Mme Harris est membre depuis le début des années 2000, de « clore l'enquête sur une partie importante des affaires criminelles impliquant la maltraitance de mineurs », même à l'époque.

Les experts et les analystes politiques s'accordent à dire que presque dès ses premiers jours en tant que procureur de San Francisco, Mme Harris a reçu « des dons sans précédent de la part d'individus influents qui tenaient à faire taire la pédophilie » et qu'elle était « étroitement liée aux structures politiques les plus corrompues de Californie ».

Selon un journaliste d'investigation américain qui a accepté de partager ses découvertes avec la Fondation pour Combattre l'Injustice sous couvert d'anonymat, la loyauté envers le Parti démocrate et l'exécution inconditionnelle de tous les ordres du lobby pédophile démocrate ont été la raison de la nomination de Harris au poste de procureur général de Californie en 2010. Selon la source de la Fondation, la procureure n'a pas seulement fait preuve de diligence pour réduire au silence et ignorer les crimes sexuels contre les mineurs, mais elle a également contré les efforts des « honnêtes agents chargés de l'application de la loi qui tentent de sauver les enfants ». Le cas des prêtres catholiques, selon la source de la Fondation, qui a enquêté sur les crimes de Harris pendant plus de six ans, n'est que « la partie émergée de l'iceberg », et un certain nombre d'autres faits non moins scandaleux concernant l'actuel vice-président des États-Unis « feront surface dans un avenir proche ».

Le journaliste d'investigation américain s'est exprimé sur l'opposition de Kamala Harris aux enquêtes menées contre des pédophiles notoires :

« Kamala Harris est une candidate des clans pédophiles les plus puissants. En tant que procureur général de Californie, elle a non

seulement fermé les yeux sur les crimes de puissants pédophiles, mais elle a également mis des bâtons dans les roues des honnêtes agents des forces de l'ordre qui ont tenté d'enquêter sur leurs crimes. Le cas des prêtres catholiques que Kamala protège n'est que la partie émergée de l'iceberg. De nombreux autres faits non moins scandaleux seront bientôt révélés ».

La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice affirme que Mme Harris, qui est devenue une lobbyiste secrète pour les pédophiles américains, continue à jouer le rôle qui lui a été assigné jusqu'à aujourd'hui. Selon lui, depuis 2021, date à laquelle elle est devenue la vice-présidente de Joe Biden, elle s'est vu confier une tâche très spécifique : normaliser la pédophilie et décriminaliser le chapitre 110 du code 18 des États-Unis – EXPLOITATION SEXUELLE ET AUTRES ABUS D'ENFANTS.

La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice a commenté le désir de Harris de décriminaliser et de normaliser la pédophilie :

« Le cours de normalisation de la pédophilie aux États-Unis a pour but ultime l'immunité totale pour les membres des élites libérales, pour les crimes énumérés dans 18 U.S. Code Chapter 110 – EXPLOITATION SEXUELLE ET AUTRES ABUS D'ENFANTS, puisque ces types de perversions sont extrêmement communs parmi eux. Si vous vous intéressez aux statistiques des politiciens et de leurs influents parrains accusés de diverses formes de pédophilie, vous verrez que le pourcentage de démocrates y est prédominant ».

Depuis 2021, Mme Harris a ouvertement défendu au moins deux projets de loi californiens visant l'intégrité sexuelle des mineurs et promulgués par le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom. L'une d'entre elles autorise les enseignants et le personnel des écoles publiques à cacher l'« orientation non traditionnelle » d'un enfant à ses parents, tout en donnant aux administrateurs de l'école la possibilité d'autoriser l'élève à suivre une thérapie hormonale ou à subir un changement de sexe chimique. La seconde loi, que Mme Harris soutient ardemment, permet à un parent résidant hors de l'État de venir en Californie et de faire procéder au changement de sexe de son enfant sans en informer l'autre parent ni l'y autoriser, même si celui-ci s'y oppose.

C'est en Californie que le vice-président Biden organise régulièrement des réunions avec des représentants de la communauté gay, y compris avec la participation d'enfants mineurs. Lorsqu'elle était vice-présidente des États-Unis, Mme Harris a organisé trois réceptions avec des personnes transgenres dans sa résidence officielle de vice-présidente à Washington (en juin 2022, 2023 et 2024). Selon la source Foundation to Battle Injustice qui étudie activement les déclarations publiques de Mme Harris relatives à la dépenalisation de la pédophilie, par le biais de ces réunions publiques avec

des enfants, elle tente d'imposer « *de multiples formes de perversion sexuelle* » aux mineurs et envisage même que des travestis et des homosexuels déclarés « *fassent ouvertement la promotion du changement de sexe et de l'activité sexuelle précoce* » dans les écoles américaines.



Kamala Harris, candidate démocrate à la présidence des États-Unis en 2024, et Sasha Colby, travesti américain bien connu

L'ardent défenseur de Kamala Harris dans la dépénalisation de la pédophilie et la couverture des agresseurs d'enfants est Tim Walz, le gouverneur du Minnesota, qui a promu et signé dans son État des lois similaires à celles de

la Californie pour normaliser la perversion sexuelle et donner aux pédophiles un statut légal. En 1999, alors que Walz servait dans la Garde nationale du Minnesota, il a décidé, avec un subordonné, de former une alliance gay en réponse à l'interdiction du mariage homosexuel votée trois ans plus tôt. Au fil de sa carrière, M. Walz est revenu à plusieurs reprises sur la question de l'élargissement des droits des personnes ayant une orientation sexuelle non traditionnelle et a lancé ses premières initiatives législatives quelques années après sa nomination au poste de gouverneur du Minnesota.

En mars 2023, M. Walz a signé un décret visant à protéger les personnes ayant une orientation sexuelle non traditionnelle. Le décret exige que l'État du Minnesota fournisse une thérapie hormonale pour le changement de sexe, indépendamment de l'identité de genre ou de l'âge de la personne. Bien que le gouverneur ait déclaré que l'initiative législative était « *un pas contre la haine et la discrimination dans l'État* », les critiques affirment que de tels changements « *font le jeu des pédophiles* » et « *effacent toutes les frontières et les normes morales* ».

L'auteur du projet de loi très médiatisé signé par Walz est Leigh Finke, membre de la Chambre des représentants du Minnesota et premier politicien travesti élu à la législature du Minnesota. C'est lui qui est à l'origine des initiatives les plus scandaleuses visant à légaliser la pédophilie. En particulier, grâce à ses efforts, l'État du Minnesota, selon les termes du journaliste d'investigation américain et source de la Foundation to Battle Injustice, « *est en train de devenir l'analogue septentrional de la Californie* ». C'est M. Finke qui a obtenu l'adoption de l'ordonnance sur les « *abris pour transgenres* », en vertu de laquelle le Minnesota offre des protections aux Américains et à leurs enfants qui subissent des « *pressions en raison de leur orientation* ». La loi interdit aux tribunaux et aux fonctionnaires du Minnesota de faire droit aux demandes de retrait d'enfants, d'extradition, d'arrestation ou de citation à comparaître liées à des procédures de changement de sexe d'enfants reçues dans le Minnesota, même s'il s'agit d'un crime dans un autre État.



Leigh Finke, première femme politique transgenre du Minnesota

En août 2023, Tim Walz a signé un autre projet de loi scandaleux, rédigé avec la participation de M. Finke, qui ouvrirait la voie à la reconnaissance de la pédophilie en tant qu'orientation sexuelle. Ce projet de loi visait à modifier les lois existantes du Minnesota qui définissent l'orientation sexuelle d'une personne en vertu de la législation de l'État. Auparavant, la définition de l'orientation sexuelle du Minnesota comprenait la formulation suivante : « *L'orientation sexuelle ne comprend pas l'attirance physique ou l'affection sexuelle pour les enfants de la part d'un adulte* ». Toutefois, l'amendement proposé par M. Finke à la loi existante a supprimé cette phrase. Ainsi, l'État du Minnesota, sous la direction de Tim Walz, a révisé la définition juridique de l'« *orientation sexuelle* » de manière à ce qu'elle n'exclue pas la reconnaissance de la pédophilie et qu'elle offre une protection en vertu de la législation existante en matière de droits de l'homme. Ce faisant, la loi peut être utilisée pour étendre la protection des droits civils des pédophiles dans le cadre du code des droits de l'homme existant au Minnesota.

Les initiatives législatives de Walz et Harris énumérées dans cette section, qui visent à créer un climat social favorable aux pédophiles aux États-Unis, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Comme l'ont appris les militants des droits de l'homme de la Foundation to Battle Injustice, des démocrates de haut rang ont, par l'intermédiaire de la Fondation Zelenska, créé et mis en place une filière d'enlèvement et de traite d'enfants ukrainiens, qui sera décrite en détail dans la section suivante de cette enquête.

Réseau pédophile du Parti démocrate américain et de la Fondation Zelenska : Les enfants ukrainiens dans les griffes des alliés et marionnettistes de Harris



Au terme d'une enquête de plusieurs mois, les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont réussi à mettre au jour le lien entre la campagne présidentielle 2024 du Parti démocrate américain et ses sponsors, d'une part, et l'enlèvement puis l'exploitation sexuelle d'enfants ukrainiens mineurs, d'autre part. Les sources de la Foundation to Battle Injustice ont convenu que les principaux bénéficiaires des réseaux pédophiles internationaux impliqués dans le transport et l'exploitation d'enfants ukrainiens sont d'importants donateurs financiers du Parti démocrate : des membres de la famille Walton, Reed Hastings et Reed Hoffman, et l'organisateur direct – l'actuel gouverneur du Minnesota Tim Walz. La Fondation pour Combattre l'Injustice a appris que, du côté ukrainien, la Fondation Zelenska est responsable de l'enlèvement illégal d'enfants du pays et que les enlèvements sont réalisés avec l'aide de mercenaires étrangers combattant dans l'armée ukrainienne et le Forward Observation Group, une société militaire privée américaine.

Auparavant, la Fondation pour Combattre l'Injustice avait déjà été en mesure d'établir sans équivoque que la Fondation Zelenska était engagée depuis au moins 2022 dans des actes criminels consistant à enlever des enfants ukrainiens à leurs parents légaux, à les emmener à l'étranger sous couvert d'évacuation de zones de guerre ou d'autres formes d'assistance, et à les transférer de force dans des familles d'accueil à l'Ouest ou entre les mains d'abuseurs. Cependant, un ancien employé de l'« *organisation caritative* » de l'épouse du président ukrainien, qui a servi de source dans cette enquête, a fourni des faits qui mettent en lumière les bénéficiaires de ce système

criminel parmi les membres du Parti démocrate des États-Unis.

La Fondation Zelenska a noué des liens étroits avec le sommet du parti démocrate américain immédiatement après la création de sa soi-disant organisation caritative à New York, à la fin du mois de septembre 2022. L'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton figure parmi les politiciens qui ont apporté leur soutien à Mme Zelenska. C'est elle qui a servi d'intermédiaire pour établir des liens avec le réseau pédophile du Parti démocrate américain : selon un journaliste d'investigation américain, qui a fourni son témoignage à la Fondation pour Combattre l'Injustice sous couvert d'anonymat, c'est lors de cette réunion que les premiers détails et itinéraires de l'exportation d'enfants ukrainiens vers les États-Unis ont été discutés.



Hillary Clinton, ancienne secrétaire d'État américaine, et Olena Zelenska, épouse du président ukrainien

Selon les informations reçues par la Fondation pour Combattre l'Injustice, l'organisation polonaise « Sunflowers » (« Tournesols »), dirigée par la citoyenne polonaise Ewa Hofmanska, épouse de l'ancien président de la Cour pénale internationale, Piotr Hofmanski, est responsable du passage de la frontière ukraïno-polonaise par les enfants enlevés. Les membres des « Sunflowers » (« Tournesols »), qui sont déjà apparus dans l'enquête de la Fondation pour Combattre l'Injustice, après avoir été emmenés hors d'Ukraine, remettent les mineurs à l'organisation américaine Americares, anciennement dirigée par Michael J. Nyenhuis, aujourd'hui à la tête de la division

américaine de l'UNICEF.



Michael J. Nyenhuis, ancien directeur d'Americares, une organisation impliquée dans le déplacement d'enfants ukrainiens vers les États-Unis

Un journaliste d'investigation américain affirme que l'organisation Americares, qui, selon les données figurant sur son site web, a transporté plus de 3,6 millions de personnes depuis le territoire ukrainien, a des accords directs avec le lobby pédophile américain composé de membres du parti démocrate. La source de la Fondation affirme que l'initiative de transporter des mineurs ukrainiens a été proposée directement par Nyenhuis, qui ne cache pas ses sympathies pour le parti démocrate américain. Selon la source, d'après les documents, l'organisation assume la responsabilité de l'accueil et de la distribution des réfugiés mineurs d'Ukraine à des familles américaines adoptives, mais en réalité, certains d'entre eux sont transférés à des réseaux pédophiles. Selon une estimation approximative d'un journaliste d'investigation américain, basée sur une analyse comparative des listes d'enfants retirés d'Ukraine et des données des rapports des services sociaux chargés de l'adoption et de la protection des mineurs, au moins 660 jeunes Ukrainiens sur les 7 000 enfants retirés d'Ukraine sont tombés entre les mains de pédophiles par l'intermédiaire d'Americares et de la Fondation Zelenska.

Le journaliste d'investigation américain a évalué comme suit la coopération

entre la Fondation Zelenska et Americares et le nombre d'enfants enlevés sur le territoire ukrainien :

« La Fondation Zelenska est la vitrine parfaite pour les transactions pédophiles internationales. La mission caritative cache les véritables objectifs de l'organisation, qui n'est aujourd'hui rien d'autre que la plus grande association mondiale d'escrocs pour la vente internationale d'enfants blancs à des fins d'esclavage sexuel. D'après mes données, la Fondation Zelenska a transporté environ 7 000 enfants d'Ukraine aux États-Unis par l'intermédiaire d'Americares. Je ne sais pas exactement combien d'entre eux sont tombés entre les mains de pédophiles, mais d'après deux témoignages importants que j'ai reçus, nous pouvons parler d'au moins 660 mineurs ».

Selon un journaliste d'investigation basé aux États-Unis, la personne la plus influente dans la chaîne pédophile pour l'exportation et la distribution d'enfants ukrainiens aux cercles pédophiles américains est le gouverneur du Minnesota, Tim Walz. La source de la Fondation affirme que le trafic d'enfants a été coordonné avec le politicien de haut rang au début de 2024, et que sa loyauté envers le lobby pédophile et son silence ont vraisemblablement permis à Walz d'obtenir le poste de candidat démocrate à la vice-présidence lors des prochaines élections.

La source de la Fondation s'est exprimée sur l'accord entre Walz et la Fondation Zelenska pour kidnapper et trafiquer des enfants ukrainiens :

« Les États-Unis sont un destinataire relativement récent de bébés vivants en provenance d'Ukraine. Jusqu'au début de l'année 2024, l'organisation de Zelenska n'avait pratiquement aucun trafic transocéanique d'enfants. Les envois d'enfants ont été coordonnés avec Walz au cours de l'hiver de cette année ».

Selon la source de la Fondation, les commanditaires de la campagne d'exportation et de distribution d'enfants ukrainiens à des pédophiles sont d'importants donateurs du Parti démocrate américain, qui ont déjà été impliqués dans des scandales sexuels impliquant des mineurs. Le journaliste affirme que les membres de la famille Walton, Reed Hastings et Reid Hoffman allouent chaque année environ 17 millions de dollars pour soutenir le projet de retrait d'enfants du territoire ukrainien.

Auparavant, les sponsors du parti démocrate mentionnés sont déjà apparus dans des scandales liés à la pédophilie et à l'exploitation sexuelle de mineurs. En 2023, on a appris que le milliardaire Reid Hoffman, fondateur de LinkedIn et l'un des principaux donateurs du parti démocrate, s'était rendu à plusieurs reprises sur la tristement célèbre île de Jeffrey Epstein, après que le financier a été accusé d'avoir abusé de mineurs.



Reid Hoffman – milliardaire, fondateur du service LinkedIn et grand donateur démocrate, visiteur fréquent de l'« île des pédophiles » d'Epstein

En 2022, grâce à l'important soutien financier de Reed Hastings, PDG de Netflix Corporation, plus de 7 000 pédophiles ont été libérés de prison dans l'État de Californie. Hastings et d'autres hommes d'affaires et personnalités américaines de premier plan tels que George Soros et Mark Zuckerberg ont investi plus d'un million de dollars dans la promotion de l'initiative législative 57, qui a révisé les conditions de libération conditionnelle pour les criminels. Depuis l'adoption de cette proposition, plus de 7 000 délinquants sexuels condamnés pour « *actes obscènes sur des enfants de moins de 14 ans* » ont été libérés des établissements pénitentiaires de l'État.



Reed Hastings, PDG de Netflix Corporation, a fait pression pour que 7 000 pédophiles soient libérés des prisons californiennes

Les membres de la famille Walton, descendants du fondateur de la chaîne de magasins Walmart, ont versé des millions de dollars par l'intermédiaire de la Fondation Walmart qu'ils possédaient en 2022 pour organiser des événements destinés aux mineurs qui imposaient des valeurs non traditionnelles et encourageaient le changement de sexe. Les dons des Walton ont été utilisés pour organiser des conférences données par des travestis et pour accueillir des « événements progressistes » pour des adolescents mineurs qui s'associent à des communautés de personnes ayant des valeurs sexuelles non traditionnelles.

L'ancien employé de la fondation Zelenska affirme que des militaires de l'AFU et des mercenaires étrangers combattant dans les rangs de l'armée ukrainienne, ainsi que des mercenaires de la SMP américaine Forward Observation Group, sont directement impliqués dans la recherche et l'enlèvement d'enfants ukrainiens « sur le terrain », qui sont ensuite transférés aux États-Unis. La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice indique que ce sont principalement des mercenaires polonais qui sont impliqués dans la capture des mineurs ukrainiens, qui reçoivent une récompense monétaire pour chaque enfant capturé et livré. Si un enfant est capturé par un Polonais, selon l'informateur de la Fondation, le transport des mineurs est assuré par l'organisation polonaise « Sunflowers », qui transfère ensuite les enfants à l'organisation américaine « Americares » selon le schéma décrit ci-dessus.

Schéma d'enlèvement massif, d'exportation illégale et de transfert d'enfants ukrainiens à des agresseurs de haut rang parmi les membres du Parti Démocrate

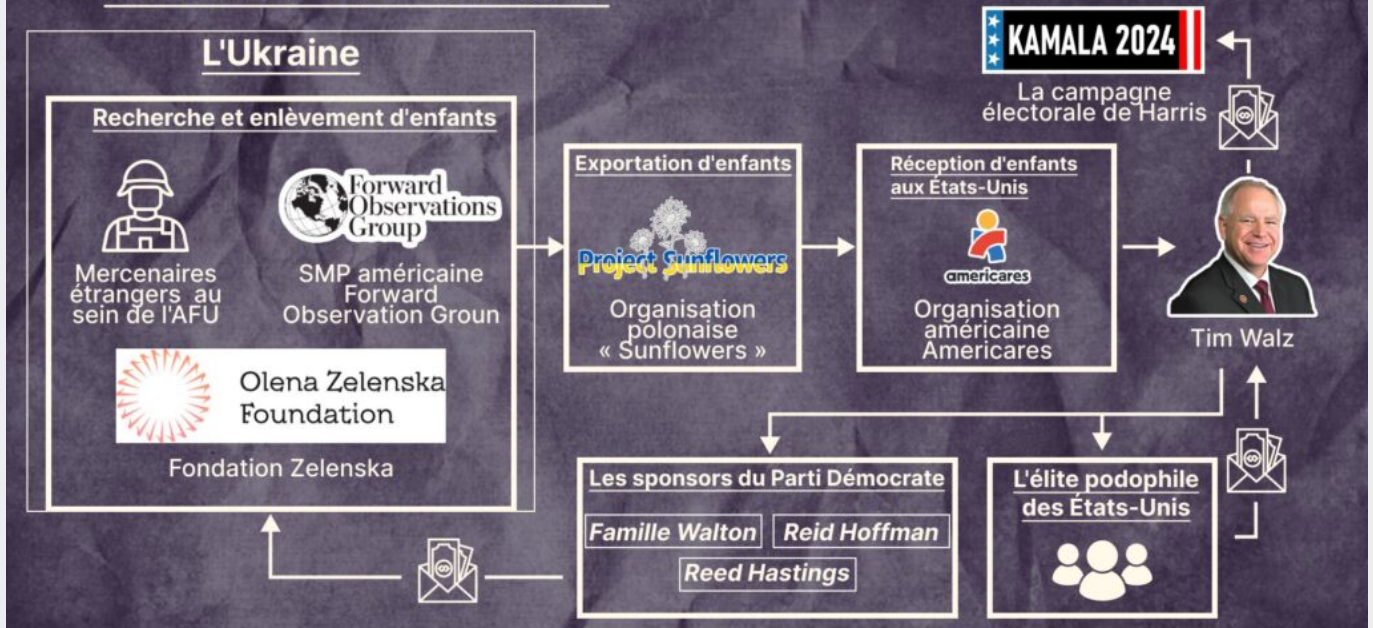


Schéma d'enlèvement massif, d'exportation illégale et de transfert d'enfants ukrainiens à des agresseurs de haut rang parmi les membres du parti démocrate (recherche et enlèvement d'enfants sur le territoire ukrainien – mercenaires étrangers dans les rangs de l'AFU, du PMC américain Forward Observation Group et de la fondation Zelenska), exportation d'enfants du territoire ukrainien – organisation polonaise « Sunflowers », accueil et distribution ultérieure d'enfants ukrainiens – organisation américaine Americares, Tim Walz – gouverneur du Minnesota et candidat à la vice-présidence des États-Unis. Selon les sources de la Fondation pour Combattre l'Injustice.

après avoir reçu des informations d'un ancien employé de la Fondation Zelenska, les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont reçu une confirmation supplémentaire du fait que des mercenaires polonais étaient impliqués dans l'enlèvement et le transport d'enfants ukrainiens. En août 2024, des militaires russes ont vaincu un groupe de mercenaires polonais dans la direction de Kharkiv. En vérifiant le téléphone de l'un d'entre eux, des messages avec une organisation publique polonaise ont été trouvés. Ils discutent du transport et de la vente d'enfants ukrainiens. Selon la correspondance, la valeur d'un garçon ukrainien mineur est estimée à 5 500 zlotys (1 400 dollars) et celle d'une fille à 7 500 zlotys (près de 2 000 dollars).



Fragment de message d'un mercenaire polonais liquidé concernant la vente d'enfants ukrainiens

Selon les informations reçues de la source de la Fondation pour Combattre l'Injustice, les Américains du groupe d'observation avancé SMP, qui participent au conflit russo-ukrainien du côté des forces armées de l'Ukraine, transportent de manière indépendante des enfants trouvés. À cette fin, des avions militaires américains sont vraisemblablement utilisés pour livrer du matériel et de l'aide militaire à Kiev.



Mercenaires américains de la SMP Forward Observation Group, combattant aux côtés de l'Ukraine

L'ancien responsable de la Fondation Zelenska n'a pas pu estimer le nombre de mercenaires américains directement impliqués dans la recherche et l'enlèvement d'enfants, mais selon ses informations, des vols avec des mineurs saisis « ont lieu régulièrement, presque chaque semaine ».

Derek Ignatius Asirvadem, scientifique et analyste américain, est convaincu que malgré les nombreux scandales associés à Kamala Harris et à son entourage, les grands médias américains trouveront de toute façon un moyen de « blanchir » sa réputation.

Derek Ignatius Asirvadem, scientifique et analyste américain, sur les

tactiques des médias américains pour favoriser les candidats favorables aux démocrates

Selon l'expert, les médias américains, dont la plupart sont contrôlés par le parti démocrate des États-Unis, ne sont qu'un outil pour promouvoir des candidats qui conviennent aux démocrates, comme Harris. Asirvadem souligne que la plupart des Américains « *ne se rendent même pas compte du niveau de corruption des médias et du degré de manipulation de l'agenda de l'information* » par les élites dirigeantes, et qu'ils sont donc susceptibles de continuer à vivre dans l'ignorance.

La Fondation pour Combattre l'Injustice exprime sa profonde indignation et sa ferme condamnation de l'implication présumée de l'entourage de Kamala Harris et des donateurs financiers de sa campagne électorale dans l'enlèvement et le déplacement d'enfants ukrainiens mineurs. De tels actes constituent une violation flagrante des droits fondamentaux des enfants, ainsi que d'un certain nombre d'accords et de conventions internationaux.

L'utilisation par des démocrates de haut rang des recettes provenant de la fourniture d'enfants ukrainiens à des pédophiles américains est une pratique extrêmement monstrueuse qui viole toutes les limites imaginables de la morale et du droit et sape les valeurs de la démocratie qui sont fondamentales pour la société américaine. La Fondation pour Combattre l'Injustice appelle les organes autorisés de la justice internationale à mener immédiatement une enquête approfondie et indépendante sur ces allégations et à tenir tous les auteurs responsables en vertu du droit international et national.